

LE JOUR, 1947
21 Novembre 1947

FAIBLESSES DE LA FORCE

Pour les affaires intérieures de ce pays, on voit trop souvent le Gouvernement recourir à l'armée. S'il est parfois nécessaire d'agir ainsi, c'est aussi un tort d'abuser de cette façon de gouverner. Nous ne contestons pas qu'à certaines menaces il faut opposer la force ; et que certaines tentatives de violence doivent trouver la troupe devant elles, Mais, à plusieurs reprises depuis quelques mois, nous avons vu l'armée mêlée aux événements de la vie civile et nous pensons qu'une certaine façon préventive d'exercer l'autorité devrait dispenser d'en arriver là. Il se trouve aussi que le ministre de l'Intérieur titulaire est absent, et qu'un intérim, malgré toute la bonne volonté du monde, reste un intérim. Il y a des responsabilités qui doivent être personnelles et directes, et qui ne peuvent se confondre, comme c'est le cas pour M. Le Président du Conseil, avec une multitude d'occupations qui exigent une présence partout et une activité nécessairement dispersée.

Ce qui est arrivé l'autre jour à Zahlé est tout à fait déplorable. Le Gouvernement avait des raisons de croire, nous dit-on, que, dans un esprit malveillant, les d'pôts du ravitaillement seraient attaqués par des éléments factieux ou sur leur initiative. Fort bien ; mais chacun sait qu'à Zahlé, centre agricole extrêmement important et nerveux, les questions de ravitaillement sont plus sensibles qu'ailleurs. En admettant même que ce soit avec raison qu'on ait jugé indispensable d'y envoyer la troupe, il fallait limiter avec un extrême soin, une extrême minutie, la façon dont la troupe aurait à intervenir. Il est clair que l'armée, qui n'en peut, mais, ne peut pas être exposée impunément à l'avanie ; et il est clair aussi qu'il lui est difficile de tenir compte de circonstances où la gendarmerie pourrait se comporter différemment. Un officier livré à lui-même et qui a le sang chaud vous met tout en l'air. On l'a pu voir lamentablement à Zahlé où une scène de violence et de répression poussée au-delà du but, a rempli de juste colère des témoins innombrables.

Des morts sont restés sur le carreau qui n'avaient rien à voir avec la faction ; et les mitrailleuses ont criblé de balles inutiles des façades de paisibles maisons d'habitation comme s'il se fut agi du siège d'une forteresse. Tout cela choque et irrite, et doublement quand il y a des morts et, de surcroît, des morts dont les parents accablés sont des personnalités pour qui nous avons des sentiments de réelle et vive affection.

La leçon est de portée telle qu'on ne s'étonne pas du retentissement qu'elle a et qu'elle ne peut pas ne pas avoir.

Il faut décidément à la base de l'administration un autre sérieux et d'autres méthodes. Une meilleure surveillance et quelques arrestations préalables eussent mieux fait l'affaire que tout ce bruit et que tout ce deuil.

NB Deux ou trois coquilles ou omissions sont venues déparer notre article d'hier. Relevons ici la principale : Il fallait : un des pays où l'austérité est la règle (et non point l'autorité).